

Hôpital : la santé sous pression

Porte-parole de l'Amuf et cégétiste, l'urgentiste Christophe Prudhomme décrit comme une catastrophe le site unique de l'Aire urbaine et appelle à la mobilisation.

Le médecin exerce, en hôpital, en Seine-Saint-Denis. « Ici, vous trouvez que l'état de la santé n'est pas terrible ? Eh bien, nous, là-bas, on a vingt ans d'avance... sur la dégradation du système ! Il n'y a, par exemple, quasiment plus de médecins en ville. Résultat : on reçoit aux urgences des gens avec des pathologies que nous, professionnels, appelons historiques : tuberculose, cancers avancés... J'ai même vu il y a quelques jours un cas de syphilis neurologique ! »

Conclusion du Docteur Prudhomme, porte-parole de l'Amuf (Association des médecins urgentistes) et membre de la CGT : « C'est une catastrophe au niveau humain et même économique. Comment la société peut-elle fonctionner si les gens ne sont pas en bonne santé ? »

« Chez vous, on dirait un cas d'école : on fait tout ce qu'il ne faudrait pas faire ! »

Dans la salle - celle de l'union locale CGT à Sochaux - on entendrait une mouche voler. Pourtant ou parce que principalement composée de soignants et de syndicalistes, l'assistance écoute avec attention cette présentation des lende-



■ « On fait aujourd'hui de l'argent avec la santé. Raison pour laquelle on réduit le public à la portion congrue et qu'on fait appel aux cliniques. »

Photo Francis REINOSO

main qui déchantent. Le constat - répété le soir même à Belfort, toujours à l'invitation de la CGT retraités - est de toute façon là : l'accès aux soins dans l'Aire urbaine en général, dans le pays de Montbéliard en particulier, ne cesse de se dégrader. Le fait que le mouvement, celui de la privatisation de la santé, des déserts médicaux et d'une médecine à deux vitesses, soit général et hexagonal, n'est pas fait pour rassurer.

« Mais c'est vrai qu'ici, chez vous, on dirait un cas d'école : on fait tout ce qu'il ne faudrait pas faire ! » assène l'urgentiste. Tout, C'est-à-dire « un hôpital au milieu de nulle part [N.D.L.R. : la Jonxion à Trévenans, ouverture prévue en janvier 2017],

avec des lits en moins, un partenariat public-privé et la fermeture des sites de ville ». « Ces lubies », courantes il y a dix, quinze ans, ont pour la plupart été stoppées dans le reste de la France. Pas ici.

Et pour le médecin, comme pour ses collègues sur le terrain, « big is not beautiful ». « En termes de plateau technique, pour des opérations chirurgicales, le regroupement peut s'entendre et se comprendre. Par contre on sait, par différentes études, qu'au-delà d'une certaine taille, le système d'urgences dysfonctionne. Avec ce qu'on appelle pudiquement une perte de chance pour les patients. Moi j'appelle ça clairement une hausse de la mortalité. »

Smaïn Djelloulli, urgentiste à Montbéliard depuis plus de vingt ans, relais local de l'Amuf, évoque, lui, une dégradation lente de la prise en charge des patients dans ce service. « Il y a eu des progrès techniques mais cette médecine de pointe n'est pas l'essentiel de notre quotidien. On n'a pas assez de personnel, pas assez de moyens (pas de lits d'aval) et les patients n'ont parfois plus d'autre choix que de venir nous voir. » Conclusion : pourquoi, avec 200 lits en moins dans le nouvel hôpital (chiffre CGT), les urgences montbéliardaises et belfortaises réunies au même endroit fonctionneraient-elles mieux ? « On sait d'avance qu'à Trévenans, ça n'ira pas. On ne pourra pas accueillir

tout le monde dans de bonnes conditions. » « Ce sera le bordel ! », finit par lâcher l'urgentiste, dont le calme habituel cède le pas à l'inquiétude.

Garder des centres de santé sur les sites urbains

Selon le porte-parole de l'Amuf, ce sombre constat nécessite non pas que les citoyens et professionnels de santé se blottissent dans un coin pour pleurer mais qu'ils montent au front pour se battre. En réclamant d'abord auprès des élus et des conseils municipaux de chaque commune concernée le maintien des centres de santé (accueil d'urgence, radio, biologie et consultations) sur les deux sites de ville. « Il faut faire pression, entamer un rapport de force », affirme le syndicaliste. « C'est vrai », souffle, ironique, une participante. « Nos élus savent bien se battre quand il s'agit de faire venir, ici, avec plein de conditions avantageuses, une clinique... »

Autre piste développée par Christophe Prudhomme : le rachat par l'État du partenariat public-privé, avec l'aide de la chambre régionale des comptes, afin d'éviter que les actionnaires de ce dernier secteur « ne fassent leur beurre » sur le dos du nouvel hôpital. L'exemple du centre d'Evry-Corbeille est en ce sens très probant...

Enfin, les syndicalistes préconisent l'effacement, à l'entrée dans le nouvel hôpital, de la dette, 48 millions d'euros (avancent-ils), susceptible chaque année d'entraîner des « ajustements » en termes de personnel et de moyens. Bref, d'obérer un avenir déjà pas franchement rose.

Sophie DOUGNAC